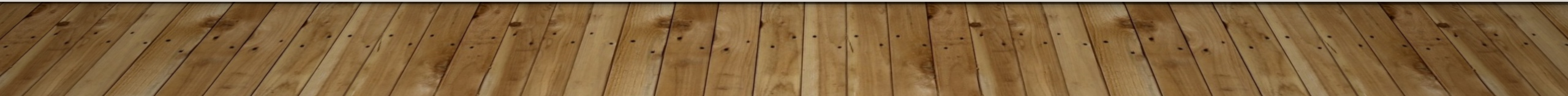




# LE SECRET PROFESSIONNEL (MÉDICAL)

---



# LE SECRET PROFESSIONNEL

---

- Aujourd'hui, la continuité des soins et l'informatisation du dossier médical amènent des problèmes face au secret professionnel
- 3 piliers fondateurs du secret professionnel :
  - ❖ Moral : Serment d'Hippocrate
  - ❖ Déontologique : Code de déontologie
  - ❖ Légal : Code pénal



**Il est ABSOLU : Total et intangible ++++**

Il ne concerne pas seulement ce qui est dit au médecin mais aussi vu , entendu ou compris



## Conséquences :



La **révélation d'une information** à caractère secret est un **délit** jugé par le tribunal correctionnel (un an d'emprisonnement et d'une amende).

**L'intention de nuire n'est pas obligatoire pour être condamné, la simple imprudence suffit à constituer l'infraction ++**

Il existe des dérogations légales au secret professionnel :

- **Obligatoires** : la loi oblige à donner les informations médicales à un tiers
- **Facultatives** : la loi autorise à donner les informations médicales à un tiers

Dérogations <u>obligatoires</u> au SM	Dérogations <u>facultatives</u> au SM
Déclarations de naissances/décès	<b>Maltraitements</b> , sévices ou privations
Maladie infectieuse à déclaration obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ majeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>non</b> vulnérables autonomie entière</li> <li>• vulnérable on PEUT informer</li> </ul> </li> <li>❖ Mineurs: <ul style="list-style-type: none"> <li>• enfants <b>absolument</b> à protéger</li> <li>• ados peuvent avoir une autonomie relative</li> </ul> </li> </ul>
Legislation sociale type accident de travail, certificats médicaux	
Certificats pour les incapables majeurs (tutelle..)	Notion de secret partagé au sein de l'équipe
Psychiatrie avec les hospitalisations d'office/sous contrainte	Pronostic grave ou incurable, décès : on peut donner à l'entourage si non opposition du malade ++
Réquisitions et expertises judiciaires	Ayant droit de la personne décédée





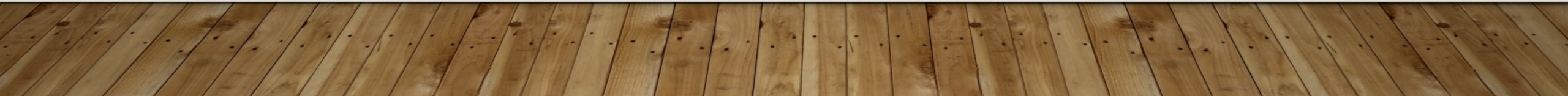
## Difficultés :

- Le secret existe entre médecins : c'est seulement avec un médecin qui participe à la continuité des soins que le secret médical est partagé ++
- Il ne faut pas communiquer d'informations à un tiers en dehors de dérogations légales prévues par les textes (**loi du 4 mars 2002 : KOUCHNER**)
  - Il ne faut jamais confier le dossier à un tiers autre que le patient en dehors des représentants légaux
- La **justice n'a pas accès au dossier médical**, mais peut obtenir des informations selon les dérogations

ALLER SUR **SOCRATIVE** :

Nom de la salle : **LABESTSSH**

Répondre aux 2qcm



## QCMS DE FIN :

### QCM 1 : A propos du secret médical, donnez la/les vraie(s) :

- A) Lors d'une rupture du secret, l'intention de nuire n'est pas obligatoire pour être condamné.
- B) Il ne faut pas communiquer d'informations à un tiers en dehors des dérogations légales prévues à cet effet sauf si le patient le demande
- C) Un certificat médical pour accident du travail est une dérogation obligatoire au secret professionnel.
- D) Lors d'une expertise judiciaire, le médecin doit répondre aux questions posées, c'est une dérogation obligatoire
- E) Tout est faux.

**Réponse ACD**

**B) Même si le patient le demande on ne peut pas en dehors des dérogations légales**

### QCM 2: Concernant le secret médical, que peut-on dire ?

- A) Lors d'une dérogation obligatoire, la loi autorise à donner les informations médicales à un tiers
- B) Les dossiers médicaux informatisés présentent un risque concernant le secret médical.
- C) En cas de sévices/maltraitements/privations, les majeurs non vulnérables gardent leur autonomie entière.
- D) Il est possible de partager des informations avec l'équipe soignante, raisonnablement, dans l'optique d'une prise en charge optimale du patient.
- E) Tout est faux.

**Réponse :BCD**

**A) Faux elle oblige B) Vrai : risque qu'ils soient hackés. C) Vrai : ce cas ne rentre pas dans le cadre des dérogations facultatives. D) Vrai E) Faux**



